

## B

### POLLUTION DE L'EAU DE MER

*Le Conseil économique et social,*

*Rappelant* sa résolution 468 B (XV) sur la pollution de l'eau de mer,

*Prenant acte* du rapport <sup>23</sup> par lequel le Secrétaire général l'informe que le Gouvernement du Royaume-Uni a convoqué une conférence diplomatique spéciale à Londres, pour le 26 avril prochain, afin d'étudier la question, et que toute convention sur laquelle l'accord se sera fait au cours de cette conférence serait placée dans le cadre de l'Organisation intergouvernementale consultative de la navigation maritime au moment où la création de cette organisation s'étant réalisée, elle commencerait à fonctionner,

*Notant en outre* que le Secrétaire général a été invité à se faire représenter à cette conférence,

*Invite* le Secrétaire général:

a) A surseoir à l'exécution de toute mesure en vue de la réunion du Comité d'experts envisagé dans la résolution 468 B (XV) jusqu'à ce que la conférence ait terminé ses travaux;

b) A faire rapport au Conseil, à sa dix-huitième session, sur les résultats de la conférence afin de lui permettre de déterminer si la création d'un comité d'experts aux fins prévues répondra encore à une nécessité.

*757<sup>e</sup> séance plénière,  
le 31 mars 1954.*

## C

### ÉTAT DES RATIFICATIONS DE LA CONVENTION RELATIVE A LA CRÉATION D'UNE ORGANISATION INTERGOUVERNEMENTALE CONSULTATIVE DE LA NAVIGATION MARITIME

*Le Conseil économique et social,*

*Rappelant* sa résolution 468 C (XV) concernant l'état des ratifications de la Convention relative à la création d'une organisation intergouvernementale consultative de la navigation maritime,

*Prenant acte* avec satisfaction du rapport <sup>24</sup> présenté à l'Organisation des Nations Unies par les quatorze gouvernements qui ont procédé à l'acceptation de la Convention relative à la création d'une organisation intergouvernementale consultative de la navigation maritime, annexé au rapport du Secrétaire général sur cette question,

*Invite* le Secrétaire général à poursuivre ses consultations avec les gouvernements des Etats qui remplissent les conditions requises et qui n'ont pas encore ratifié la Convention, aux fins:

a) De déterminer dans quelle mesure chacun de ces Etats a fait des progrès quant aux mesures de ratification;

b) De hâter, dans la mesure où il est possible de le faire, l'entrée en vigueur de ladite convention.

*757<sup>e</sup> séance plénière,  
le 31 mars 1954.*

<sup>23</sup> Voir *Procès-verbaux officiels du Conseil économique et social, dix-septième session, Annexes*, point 10 de l'ordre du jour, document E/2522.

<sup>24</sup> *Ibid.*, document E/2520, annexe II.

### 519 (XVII). Rapport de la Commission provisoire de coordination des ententes internationales relatives aux produits de base sur la question d'un groupe d'études de l'acier

*Le Conseil économique et social*

*Prend acte* du rapport de la Commission provisoire de coordination des ententes internationales relatives aux produits de base sur la question d'un groupe d'études de l'acier <sup>25</sup>.

*791<sup>e</sup> séance plénière,  
le 30 avril 1954.*

### 520 (XVII). Projet de convention sur l'exécution des sentences arbitrales internationales

*Le Conseil économique et social,*

*Prenant acte* du projet de convention sur l'exécution des sentences arbitrales internationales <sup>26</sup> soumis par la Chambre de commerce internationale,

1. *Etablit* un Comité spécial composé des représentants de huit Etats Membres à désigner par le Président du Conseil;

2. *Invite* chacun des gouvernements faisant partie du Comité spécial à s'y faire représenter par une personne particulièrement qualifiée en la matière;

3. *Charge* le Comité spécial de procéder, à la lumière de tous éléments d'appréciation pertinents, à l'étude de la question soulevée par la Chambre de commerce internationale et de faire rapport au Conseil économique et social sur les conclusions auxquelles il sera parvenu, en soumettant toutes propositions utiles, et, le cas échéant, un projet de convention.

*763<sup>e</sup> séance plénière,  
le 6 avril 1954.*

### 521 (XVII). Programme élargi d'assistance technique

#### A

#### MÉTHODES FINANCIÈRES POUR LE PROGRAMME ÉLARGI D'ASSISTANCE TECHNIQUE

*Le Conseil économique et social,*

*Ayant pris acte* du rapport du Comité de l'assistance technique <sup>27</sup> concernant les méthodes financières pour le Programme élargi d'assistance technique,

1. *Constate* qu'en vertu de l'autorisation contenue dans la résolution 400 (XIII) du Conseil, le Comité de l'assistance technique a décidé d'augmenter le Fonds spécial de réserve en y ajoutant un montant supplémentaire de 3 millions de dollars, à prélever sur les contributions versées au cours de 1954;

2. *Constate* que le Comité de l'assistance technique a recommandé de reconstituer le Fonds spécial de

<sup>25</sup> *Ibid.*, point 9 de l'ordre du jour, document E/2537.

<sup>26</sup> Voir le document E/C.2/373.

<sup>27</sup> Voir *Procès-verbaux officiels du Conseil économique et social, dix-septième session, Annexes*, point 11 de l'ordre du jour, documents E/2558 et Corr.1.